

INTER-MONDES

Rapport d'activités 2007

Marc Totté
Philippe De Leener

avril 2008



Inter-Mondes Belgique

1, rue des Doyens B-1348 Louvain la Neuve (Belgique)
Tel. : +32(0)472 285 472, +32(10)478 502, enda.intermondes@gmail.com
N° enregistrement : 473.920.719, Compte Dexia : 777-5957736-72

Sommaire

1. Introduction	3
2. Cadre politique de référence	5
3. Vie et réalisations en 2007.....	6
3.1. Hypothèses et cadre stratégique pour 2007	6
3.2. L'ouverture de nouveaux partenariats	6
3.3. Les interventions.....	7
3.4. La poursuite d'appuis plus processuels avec nos partenaires	10
4. Les perspectives 2008	12
4.1. L'engagement dans l'Economie Sociale	12
4.2. Du recrutement et des programmes dans l'air.....	12
4.3. Autres perspectives.....	13
5. Rapport financier	14
5.1. Un mot sur les outils	14
5.2. Quelques considérations sur les charges et recettes	14
5.3. Situation du compte.....	14
6. Conclusions	15

1. Introduction

L'année 2007 est un peu celle du renouveau pour Inter-Mondes. Nous avons engagé une nouvelle « recrue » en avril 2007 sur le pari qu'elle trouverait ses propres financements. Suite à diverses démarches administratives, nous avons pu à partir de juillet, bénéficier d'un subside de l'Appui à la Promotion de l'Emploi (APE) de la Région Wallonne. Cet appui nous a permis d'offrir un poste à durée indéterminée à notre nouveau « coordinateur ».

Cette situation permet de voir le futur d'Inter-Mondes sous de nouveaux auspices mais présente aussi un certain nombre de contraintes.

Au registre des perspectives, les missions de consultance et le portefeuille relationnel de notre nouveau coordinateur ont rapporté des moyens et ouvert différentes opportunités de partenariat sur le moyen et le long terme : avec le Laboratoire citoyenneté au Burkina Faso, avec Songes (une ONG belge) en Belgique, avec la SAW, le F3E ... Ces partenariats doivent encore se concrétiser, notamment par des programmes permettant des entrées plus « structurelles » pour IM.

Au plan des contraintes, il a fallu se doter d'outils comptables plus professionnels, assurer un suivi plus régulier des comptes et rentrer dans une dynamique d'élaboration de fonds.

La question du statut de IM s'est également posée : doit-elle devenir ONG pour bénéficier de subsides de la DGCD ou a-t-elle intérêt à rester *asbl* afin de préserver une posture lui permettant de se positionner avec peut-être plus de neutralité sur certaines études relatives au secteur du développement en Belgique ? A cet égard, notre décision semble converger avec certains éléments de contexte si l'on en croit la décision de la fédération des ONG francophones de Belgique – ACODEV – de nous choisir pour l'accompagner dans une réflexion sur la démarche Qualité. Nous espérons que ce premier contrat qui s'est prolongé en 2008 par d'autres sollicitations de la part de ACODEV, sera l'amorce de quelque chose de plus structuré avec cette fédération sur un enjeu qui devient de plus en plus interpellant compte tenu de deux phénomènes congruents dont on n'a peut-être pas encore suffisamment pris toute la mesure : coté administration de la coopération, la dérive vers toujours plus de procédures, coté ONG une pensée de plus en plus instrumentale et gestionnaire, les deux phénomènes se révélant peu articulés (en pensée comme en acte) avec la propension à s'inscrire dans des dynamiques permettant d'obtenir des impacts sociaux ou politiques, à des échelles significatives.

Aux antipodes de ces questions de méthodes, d'autres chantiers s'élaborent avec des anciens (Forum de Delphes, CF2m, GRAF-DIAPOL) ou des nouveaux partenaires (Labo citoyenneté, AFD Mauritanie) autour de deux autres « pragmatiques¹ » que celle du « management » et qui sont au cœur du « projet » d'IM : la gouvernance (pragmatique politique) et l'économie sociale (pragmatique économique). Deux dimensions généralement « maltraitées », idéologiquement passionnelles, et que l'on voudrait continuer à traiter autour des questions du pouvoir et du savoir

Travailler ces questions – comment être économique et politique avec éthique, en restituant le sens du collectif, en luttant contre les dérives à la fois individualistes et communautaires –

¹ Au sens de la *pragmata* ?

nous paraît de plus en plus crucial à l'heure où la technocratie, les émotions et la morale envahissent les façons de penser et d'agir. Il semble que ces enjeux nous rassemblent de plus en plus au sein d'Inter-Mondes et avec nos partenaires. Elles ont été cette année le fruit de divers papiers et d'implications dans des dynamiques un peu partout en Afrique (Mauritanie, Burkina Faso, Sénégal, Congo,...) et en Europe.

On espère que ceci nous permettra de rallier progressivement d'autres complicités...

2. Cadre politique de référence

Rappelons en quelques mots les principaux éléments qui fondent notre raison d'être et qui configurent notre questionnement en tant qu'acteur au Nord comme au Sud.

Inter-Mondes promeut l'**interpellation** sur le sens des dynamiques qui construisent la société d'aujourd'hui :

- Les logiques centrifuges, particulièrement micro-collectives et individualistes observées tant dans les milieux associatifs, professionnels, publics ou privés, ...
- Les logiques de marchandisation que travestissent subtilement les nouveaux discours sur la qualité, la responsabilité sociale des entreprises, le management participatif,...
- La montée en puissance de la pensée instrumentale et des affects aux dépens de la pensée critique dans les médias, dans les institutions, ... jusque que dans les écoles et les universités...
- Et leurs conséquences sur la reconfiguration de l'Etat, des institutions politiques et plus largement sur les pratiques du « vivre ensemble ».

Inter-Mondes ambitionne de contribuer à l'action sur les mécanismes fondamentaux qui génèrent la domination, l'exclusion, l'exploitation en repositionnant le politique au cœur de l'action et la pensée tant individuelles que collectives.

C'est pourquoi Inter-Mondes s'investit principalement dans trois champs de compétences :

- L'enseignement universitaire, l'éducation et la formation avec en ligne de mire le développement de la réflexivité et de la pensée critique
- L'économie sociale : produire de la valeur ajoutée en valorisant les inter-dépendances Nord-Sud comme base pour une meilleure redistribution des richesses
- La gouvernance comme dynamique qui cherche à réintégrer et revivifier la dimension politique, et tout spécialement la question du pouvoir au cœur des processus.

3. Vie et réalisations en 2007

3.1. Hypothèses et cadre stratégique pour 2007

La première hypothèse d'ordre fonctionnel concernait la possibilité de combiner démarche politique et production de ressources pour couvrir les nouveaux frais de fonctionnement de l'asbl du fait notamment de l'engagement d'un coordinateur à temps plein.

La seconde hypothèse davantage structurelle portait sur l'exigence de mettre en cohérence des champs d'intervention sensiblement différents. Rappelons que toute l'action de l'asbl repose sur des activités portée par des acteurs différents tant par leur statut que par leurs champs d'interventions.

3.2. L'ouverture de nouveaux partenariats

SONGeS est une ONG belge dont le programme a été refusé par la DGCD. Ce refus a conduit au licenciement de certaines personnes de l'équipe. Actuellement l'ONG fonctionne avec une personne à mi-temps (la coordinatrice) et une expatriée sur un programme de la CE. Elle nous a demandé un appui stratégique en vue de revoir son positionnement. Des réunions ont permis de vérifier la convergence de finalités. Ces discussions ont débouché sur la possibilité d'introduire ensemble un cadre stratégique à la DGCD basé sur nos complémentarités (appui au développement organisationnel d'associations dans le cas de SONGeS et renforcement plus institutionnel avec articulation aux nouveaux enjeux de la décentralisation dans le cas d'Inter-Mondes). Ce rapprochement nous permettrait d'introduire des demandes à la DGCD, via SONGeS.

Le Programme gouvernance avec le Forum de Delphes a démarré en 2007. Ce programme concrétise à la fois le partenariat et génère d'autres perspectives avec le Forum de Delphes.

3.3. Les interventions

Tableau de synthèse des consultances ponctuelles

Travaux	Période (nb jours)	Pays	Personne ENDA IM
- F3E ESF	28 jours	Burkina Faso	Marc Totté (avec Mamadou Goita)
- SolSoc appui CDOC	7 jours	Burkina Faso	Marc Totté
- F3E GREF	29 jours	Mali, Burkina Faso	Marc Totté (avec Mamadou Goita)
- ACODEV "Qualité"	8 jours	Belgique	Marc Totté Philippe De Leener (avec Milena Stragiotto et José Mateos)
- Divers			
- Formation IMPP	4 jours	France	Marc Totté
- France	1 jour	Belgique	Marc Totté
- Idées 53			

Les évaluations des ONG - ESF et GREF - pour le F3E :

L'année 2007 a démarré avec deux travaux d'évaluation pour le compte du F3E. Ce travail revêt plusieurs intérêts stratégiques pour ENDA Inter-Mondes. Le **F3E – Fonds pour la promotion des Etudes préalables, Etudes transversales et Evaluations** – est une association loi 1901 (comme toutes les ONG françaises) qui fonctionne comme un secrétariat assurant le bon déroulement de processus de suivi-évaluation-capitalisation entre les ONG et le Ministère des Affaires Etrangères (MAE). Cette organisation a pour ambition de développer la culture de l'évaluation au sein des ONG mais aussi de promouvoir l'évaluation comme outil « politique » d'évolution institutionnelle et de veille des politiques publiques. A ce titre, le F3E envisage d'élargir son offre de service au renforcement des capacités à évaluer des politiques publiques, notamment dans les pays du sud. Il serait actuellement en négociation avec le Sénégal à cet égard. La particularité du F3E étant de profiter de travaux de consultance (identification – suivi- évaluation – capitalisation sectorielles) pour mettre en débat certaines thématiques centrales au niveau de leurs membres ONG et vis-à-vis du MAE. Chaque consultance est l'occasion en outre d'échanges entre l'administration (le MAE), l'ONG (ou les ONGs) requérante(s) et des experts extérieurs. Prester et répondre à des appels d'offre pour le F3E permet de participer à un effort de transparence et de réflexion sur le secteur qui apporte toujours son lot d'informations et d'idées nouvelles.

Ces évaluations portaient sur deux ONG fort différentes, mais réunies par l'importance accordée au bénévolat :

- ESF « Electriciens Sans Frontières » dont les membres sont essentiellement des anciens électriciens retraités de EDF
- GREF « Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières » ayant été fondée par Gabriel Cohen-Bendit pour participer à l'effort pour une « Education pour tous » dans les pays du sud.

Fort différentes dans leur configuration – ESF disposant d'une 10aine de permanents, le GREF de 2 permanents pour près de 700 membres !- ces organisations sont particulières parce que

accordant énormément d'importance au bénévolat. Elles reflètent de notre point de vue, le développement d'une nouvelle forme d'engagement de plus en plus fréquente avec l'allongement de la durée de vie dans nos pays : l'engagement des retraités en « solidarité internationale ».

Ce type d'engagement est intéressant à analyser pour de nombreuses raisons :

- (en négatif) impréparation des retraités très souvent par rapport aux enjeux du développement (donc risque de toxicité des interventions) ; Difficulté à trouver le temps et les moyens de l'ingénierie projet (identification, suivi, évaluation) ; ...
- (en positif) mobilisation de ressources en France, ancrages parfois plus profonds avec la société locale française, possibilité de mobilisation de ressources locales, possibilités de témoigner d'autres façons de voir l'Afrique dans leur propre société

Les investissements du GREF aux cotés de services publics de l'enseignement au Mali, aux cotés de services sociaux au Burkina Faso, ou aux cotés de communes pour améliorer l'offre qualitative de l'enseignement formel et non-formel a été source de beaucoup d'inspiration.

Au plan méthodologique, nous avons également testé et conceptualisé autour d'une démarche plus « participante » d'évaluation consistant à intégrer une ou deux personnes de l'ONG requérante, dans l'équipe de consultance (plutôt qu'à en rester à une participation de « consultation »). Cette démarche a été particulièrement bien appréciée dans les deux cas et la présence de membres de l'ONG durant tout le processus a montré sa pertinence pour :

- Produire des recommandations plus pratiques et précises dans le cas de ESF ;
- S'imprégner des réformes institutionnelles et de leurs enjeux dans les deux cas (sortir de l'évaluation « projet » pour penser « changements institutionnels »)

Les rapports ont été généralement très bien acceptés par le F3E comme par les ONG. Des contacts sont maintenus avec certaines personnes de ces ONG et un travail d'accompagnement sur une démarche Qualité pourrait être demandée par le GREF.

L'appui à l'ONG Solidarité socialiste et ses partenaires

Il s'agissait d'accompagner l'ONG belge Solidarité Socialiste dans un travail d'identification de son nouveau programme co-financé par la DGCD. L'appui portait sur quelques jours de participation à un atelier d'élaboration de cadres logiques avec les partenaires de cette ONG au Burkina Faso. La dimension sociale et politique étant très présente au niveau de cette ONG, il nous paraissait intéressant de se saisir de cette opportunité pour observer les façons d'articuler le « politique » et le « gestionnaire » à travers un tel exercice. Ce travail nous renforce dans l'idée d'une lourdeur excessive de ces démarches de programmation/planification, leur inadéquation aux manières de faire et de penser locales et aux perspectives d'atteindre un quelconque impact social ou politique : tout simplement parce qu'en programmant étroitement les activités, on fige les possibilités d'innovations et d'expérimentation. Le décalage entre ses logiques et les préoccupations locales des partenaires, leurs difficultés à « entrer » dans les indicateurs objectivement vérifiables (malgré leur expérience de ce type d'exercice) autant que leur étonnement devant les critères plus « politiques », est apparu très clairement lors des ateliers, prolongeant la réflexion interne de IM : comment traduire une volonté politique dans des outils gestionnaires sans perdre l'essentiel...

Divers

Formations IMPP

Des formations ont été données pendant 4 jours à l'Institut de Management Public et Privé de la Rochelle. Le contenu portait sur l'évaluation de l'impact et de la qualité. Le public étant constitué de cadres supérieurs africains provenant de ministères ou de bureaux d'audit, il a permis certains contacts et des échanges intéressants sur l'adéquation de ces méthodes aux contextes africains.

Idées 53

Participation à une journée de réflexion d'une organisation d'insertion professionnelle sur les enjeux de l'intervention en développement international. Participe de la volonté de Inter-Mondes de s'investir dans l'économie sociale et participer aux questionnements que ces organisations se posent.

3.4. La poursuite d'appuis plus processuels avec nos partenaires

Tableau de synthèse des appuis à nos partenaires

Travaux	Dates	Pays	Personne IM
- ACE-RECIT Labo citoyenneté - atelier SNV - bilan juillet - préparation AG	Mai 2007 Juillet 2007 Nov-dec 2007	Burkina Faso Burkina Faso Burkina Faso	Marc Totté Marc Totté Marc Totté
- CF2D et SAW (Divers essais de « montages » de projets et accompagnements)			Marc Totté
- Forum de Delphes			Philippe De Leener

Engagement dans ACE-RECIT – Laboratoire Citoyenneté²

Les liens avec IM se sont renforcés à travers le nouveau coordinateur qui est un des membres fondateur du Laboratoire citoyenneté. La question de la citoyenneté interpelle depuis longtemps IM surtout dans ses déclinaisons « africaines »³. Ce Laboratoire - présidé par l'ancien Président de la Commission Nationale de la Décentralisation au Burkina Faso, Antoine Raogo Sawadogo - a précisément pour objet d'étudier les façons dont se construit une citoyenneté dans le concret des situations locales afin de refonder la décentralisation sur des perspectives plus solides et appropriées par les populations. Le Laboratoire s'investi depuis 2 ans sur un programme de recherche et d'action sur les services publics sur financements DDC et SNV essentiellement. Elaboré sur la dualité recherche et action (un pôle Recherche et un pôle Action), le laboratoire a beaucoup évolué vers des modes plus synergiques d'intervention mixant chercheurs et acteurs.

Cette année il nous a été demandé de :

- co-animer un atelier de présentation des résultats du programme mené par le Labo Citoyenneté avec la SNV⁴ sur les services publics locaux dans 4 pays : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger. La particularité de cet atelier étant de mettre maires et chercheurs et techniciens du développement (SNV) en situation de discuter des résultats. Cet atelier a été particulièrement important pour le Laboratoire et a conduit à un partenariat avec l'ECDPM⁵.
- Réaliser un bilan prospectif des activités du Laboratoire afin de dessiner des scénarios pour les années à venir. Cette mission menée dans 4 villes du Burkina Faso a été l'occasion de

² Le Laboratoire Citoyennetés est une ONG de droit burkinabé qui a été créée par un ensemble de personnes de différentes nationalités et horizons (juristes, anthropologues, sociologues, géographes,... issus du monde politique , du développement ou du monde académique) pour refonder les manières de penser le rapport aux autres et à l'acteur public. Il travaille depuis quelques années sur les services publics de base et l'Etat local.

³ Paradoxalement, la citoyenneté n'est pas ici pensée comme un concept occidental, mais dans ses rapports avec les normes et valeurs locales : qu'est-ce qui fonde aujourd'hui en Afrique l'engagement de l'individu dans un « Autre collectif » qui dépasse la famille ou le clan ? Autrement dit, quelle réalité dans la « commune » et plus largement l'Etat ?

⁴ Coopération néerlandaise

⁵ European Center for Development Policy Management (Maastricht)

prendre la mesure à la fois de l'ampleur des arènes locales et des difficultés pour le Laboratoire de se positionner sur le registre de l'action au-delà des études (très stimulantes) qui sont menées sur les services publics. Le registre actuel d'action – animation et structuration de **forums hybrides** (essentiellement autour de la restitution de travaux de recherches sur l'Etat civil, la santé, l'enseignement, l'assainissement) – donne à voir beaucoup de choses intéressantes en termes de changements social et politique. Notre apport a surtout été de questionner un positionnement actuel de l'action du Laboratoire sur un registre de gouvernance plus « technique » (en références au manque d'application du Droit) que « politique ». Il y a en effet peu de questionnements sur les représentations du pouvoir dans les services publics. Des articulations avec ce que fait Inter-Mondes avec le Forum de Delphes en termes de formation des élus seraient à réfléchir.

- Participer à la préparation de l'Assemblée Générale du laboratoire. Ce travail a notamment permis la finalisation des rapports de mission prospective, des scénarios et a conduit à l'élaboration d'un note sur l'investissement dans les communes

CF2D et SAW : l'investissement dans l'économie sociale

L'intérêt pour l'économie sociale n'est pas neuf et fait partie des axes stratégiques importants de IM depuis son origine. Un investissement plus concret a démarré cette année sous diverses formes :

- Participation à des journées d'étude et élaboration d'articles pour la SAW ou pour et avec CF2D
- Financement de missions prospectives de CF2D au Bénin, Burkina-Faso/Niger et Sénégal⁶
- Elaboration de projets communs introduits à différents « guichets » dont un sur « éco-construction et éco-tourisme »

Ces investissements sont donc à la fois intellectuels et financiers. Outre l'intérêt que nous portons « éthiquement » à l'économie sociale, il s'agit aussi d'expérimenter de nouvelles approches en matière de recherche de financement en même temps que d'asseoir de nouvelles bases de partenariats plus « réciproques ».

Réseau Graf-Diapol et « intermondes »

A part l'appui (Philippe De Leener) à un atelier sur le plateau de Thiès, il n'y a pas eu beaucoup de synergies entre Inter-Mondes et le réseau Graf-Diapol durant l'année 2007.

⁶ Justificatifs pour des frais d'avion pour 3 missions dans ces pays. Rapport à compléter sur les perspectives pour ENDA IM dans les divers pays.

4. Les perspectives 2008

4.1. L'engagement dans l'Economie Sociale

Cet engagement devrait devenir plus important à travers le nouveau « cluster » qui se met en place en Belgique sous l'égide de la SAW et dans lequel nous sommes inclus pour tirer enseignements des dynamiques impulsées, c'est-à-dire suivre, capitaliser, accompagner la réflexion...

4.2. Du recrutement et des programmes dans l'air

Des perspectives de recrutement sont dans l'air à travers la personne de Annemarie Van de Walle qui a travaillé pendant près de 4 ans à ENDA GRAF et souhaite se réintégrer en Belgique. Ayant surtout travaillé sur la problématique du plateau de Thiès pour l'ONG Broederlijke Delen, sur des enjeux de coopération décentralisée, elle pourrait être utile pour renforcer l'investissement sur les enjeux de décentralisation et Développement local.

Elle serait de retour pour juin 2008.

Il va de soi que son recrutement serait lié à l'existence d'au moins un financement de projet ou programme. Plusieurs programmes ont été introduits durant l'année 2007 et au début de l'année 2008 :

- Programme « ECO-Contour » d'articulation entre éco-construction et éco-tourisme

Introduit auprès du fédéral sur une ligne d'appui à des projets d'économie sociale, ce projet a été refusé essentiellement en raison de son ancrage trop « sud »

- Programme « réseau de radios citoyennes » au Sénégal et au Burkina Faso

Il s'agit pour Inter-Mondes de se positionner en facilitateur et capitalisateur d'un programme d'accompagnement à la mise en place d'un réseau de radios citoyennes et au financement d'émissions citoyennes entre le réseau GRAF-DIAPOL et le laboratoire citoyeneté. Introduit sur la dimension régionale de la ligne ANE&AL⁷ de la CE, la réponse devrait nous parvenir en avril 2008.

- Programme « réseau d'alerte citoyen du plateau de Thiès » au Sénégal

Il s'agit pour Inter-Mondes de continuer à accompagner la dynamique du plateau de Thiès en la focalisant à la demande du GRAIM sur la mise en place d'un réseau de personnes-ressources (journalistes, consultants, fonctionnaires du ministère de l'environnement, chercheurs, membres d'ONG, représentants de communautés rurales, etc...) et le développement d'activités permettant de réagir rapidement à des prédatations dans cette zone (installation nouvelle cimenterie, destruction forêt classée, ...). Introduit sur la

⁷ Acteurs Non-Etatiques et Autorités Locales

modalité nationale de la ligne ANE&AL de la CE, la réponse devrait également nous parvenir en avril 2008.

- Programme appui aux communes de Nouakchott (financement AFD)

Est en négociation avec l'AFD et se ferait avec le forum de Delphes. Cette perspective vient témoigner de l'importance accordée par une agence comme l'AFD au travail de formation des élus avec le Forum de Delphes.

4.3. Autres perspectives

Pour ce premier semestre nous pouvons compter sur les différentes actions suivantes :

Appui à l'ONG SLCD Evaluation organisationnelle et accompagnement à une démarche qualité	6000 €
Revue scientifique du GRET Participation à l'évaluation des productions de la Direction Scientifique du GRET	6750 €
Suite appui à ACODEV	2500 €
Appui à l'ONG CSA Accompagnement au renforcement du dispositif et des indicateurs de suivi interne	4800 €
Appui au cluster SAW (sur l'année)	2500 € à 5000 €
Accompagnement formation des élus en Mauritanie (Forum de Delphes)	2000 €

La plupart de ces appuis (excepté SAW) se terminent en juin. On peut donc considérer les entrées pour ce premier semestre à 22050 € (pour des charges équivalentes à 17000)

5. Rapport financier

5.1. Un mot sur les outils

Nous avons acheté le logiciel « CIEL » en septembre et encodé toutes les pièces comptables. Ce travail a été corrigé et validé par la fiduciaire FONSNY⁸. Cet outil permet de générer automatiquement les bilans et compte de résultats (voir annexe).

Un outil de gestion mensuel de la trésorerie (plan de trésorerie) est également en place.

Les liens avec le secrétariat social ALIA, le service APE de la région wallonne et les assurances sont aujourd'hui bien rodés.

5.2. Quelques considérations sur les charges et recettes

Les charges sont réduites au minimum :

- pas de location de locaux ;
- équipements minimum (ordinateur portable plus imprimante-scanner-copieuse) ;
- remboursement des frais de téléphone internationaux au prix coutant et sur justificatif ;
- remboursement de déplacements de la même manière
- Par contre investissements dans des achats de livres régulièrement (au titre de la formation du personnel ?!)

Le manque de locaux pose question pour le futur si l'on en venait à engager une personnes supplémentaire.

Les recettes sont essentiellement celles des consultations menées par le coordinateur. Elles restent aléatoires, tributaires du taux de réussite aux appels d'offres...

5.3. Situation du compte

- Situation du compte ENDA au 04/01/2008 :	7.386,82 €
- Créances encore à recouvrir sur prestations 2007	
ACE-RECIT	+4.006,58 €
ACODEV	+3.800,00 €
- Provisionnement pour Pécule de vacances :	- 5.887,27 €

⁸ Qui nous conseille de repasser à un système comptable plus simple (pas à double entrée) pour l'instant.

On peut donc estimer le bénéfice de cette année à 10.000 €⁹

Ce résultat est l'équivalent d'environ 4 mois de marge pour l'engagement du coordinateur. C'est donc relativement peu.

Nous avons tout de même décidé d'investir un peu de moyens (1500 €) dans une mission de prospection en fin d'année 2007 de CF2D (Bernard Goffinet) sur les aspects d'économie sociale. L'enjeu concerne la mise en place d'une structure qui rassemblerait ONG et opérateurs privés autour d'autres manières de faire de l'économie et d'entreprendre. Cette perspective est totalement convergente avec celle du « cluster » d'opérateurs de l'ES qui se met en place en Belgique. Le rôle d'ENDA IM sera dans les deux cas d'alimenter les réflexions, de suivre et capitaliser les processus, de participer à la structuration, d'interpeller aussi sur les risques et les dérives potentielles d'une telle démarche...

Une mission en janvier 2008 a été réalisée sur ces fonds pour renforcer les perspectives dessinées par Bernard Goffinet avec ENDA GRAF. Les frais locaux (hébergement, nourriture, transport) sont pris en charge par ENDA GRAF.

A terme, il importe de se doter de règles pour l'utilisation des fonds dégagés. Outre l'importance de disposer d'une marge suffisante pour garantir l'emploi, le provisionnement en cas de départs ou pour les assurances, ce fonds devrait en grande partie servir à disposer de fonds propres pour monter des programmes plus structurants.

6. Conclusions

La forte dépendance aux missions extérieures n'est pas sécurisante à long terme et les bénéfices collectés ne permettent pas encore la participation financière à des programmes plus conséquents et structurants sur le moyen terme. L'articulation et la mutualisation des compétences au sein d'Inter-Mondes commencent cependant à déboucher sur de nouvelles perspectives.

Outre les activités de consultance, les différents partenariats en cours positionneraient Inter-Mondes dans un double rôle à la fois de **facilitateur-créditeur de liens** entre organisations et d'appui au **suivi-capitalisation** de dynamiques communes au Sud.

Les aspects de **formation** au Sud prennent également de plus en plus d'importance de même que l'appui au Nord à l'accompagnement à la fois **conceptuel** et **organisationnel** des acteurs en développement (ONG, opérateurs d'ES et communes).

La vie associative reste cependant presque totalement à construire, de même que sa visibilité à travers des supports (sites, plaquettes d'information) adaptés.

⁹ En réalité un peu plus après remboursement par le secrétariat social d'excédents payés en 2007 et parce que le pécule de vacances sera moins élevé que ce provisionnement